

<b>M A P A</b> passé en application de l'article L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique
<b>MARCHE RELATIF A LA FOURNITURE, L'INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE D'UN MINI-ATOMISEUR ET PRESTATIONS ASSOCIEES</b>
<b>Marché n° 24CP16</b>

### **Cahier des clauses particulières (CCP)**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Objet et forme du marché.....</b>	<b>4</b>
2.1 Objet du marché.....	4
2.2 Forme du marché.....	4
<b>Article 3 : Allotissement .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 : Durée du marché .....</b>	<b>5</b>
5.1 Date de début d'exécution .....	5
5.2 Date de fin d'exécution.....	5
<b>Article 6 : Domaine d'application .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 7 : Description détaillée de l'équipement .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 8 : Modalités de détermination des prix .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 9 : Clause de réexamen .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 10 : Prestations similaires .....</b>	<b>6</b>
<b>Article 11 : Lieu et délai de livraison.....</b>	<b>7</b>
11.1 Lieu de livraison .....	7
11.2 Délai de livraison.....	7
<b>Article 12 : Formation.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 13 : Documentation.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 14 : Garantie, service après-vente et support technique .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 15 : Comportement du personnel du titulaire .....</b>	<b>8</b>
15.1 Identification du personnel .....	8
15.2 Identification du personnel .....	8
15.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel .....	8
<b>Article 16 : Considération environnementale .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 17 : Modalités d'exécution financière .....</b>	<b>8</b>
17.1 Emission d'un bon de commande .....	8

17.2 Présentation des factures.....	9
17.3 Avance.....	10
17.4 Règlement des sommes dues .....	10
<b>Article 18 : Suivi administratif du marché.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 19 : Assurances.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 20 : Pénalités .....</b>	<b>11</b>
20.1 Retard dans la livraison .....	11
20.2 Retard d'installation .....	11
20.3 Retard dans la mise en place de la formation.....	11
20.4 Non-conformité du mini atomiseur .....	11
20.5 Non-respect des normes de sécurités.....	11
20.6 Modalités d'application du montant des pénalités .....	12
<b>Article 21 : Confidentialité.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 22 : Circonstances exceptionnelles .....</b>	<b>13</b>
22.1 Forces majeures .....	13
22.2 Imprévisions.....	13
<b>Article 23 : Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 24 : Responsabilités et assurances .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 25 : Différends entre les parties .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 26 : Résiliation .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 27 : Dérogation au CCAG-FCS .....</b>	<b>14</b>

## **Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur**

**L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AgroParisTech)**

**Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel**  
dont le siège est situé au 22 Place de l'Agronomie – 91120 Palaiseau  
représenté par Laurent Buisson agissant en qualité de Directeur général.

## **Article 2 : Objet et forme du marché**

### **2.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service d'un mini-atomiseur ainsi que la formation à l'utilisation de ce mini-atomiseur.

### **2.2 Forme du marché**

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

Il n'y a pas de montant minimum et le montant maximum est de 50 000 € HT.

## **Article 3 : Allotissement**

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, ce marché est global. En effet, un allotissement de ce marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

## **Article 4 : Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du ou des marchés sont, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) signé des deux parties ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
3. L'offre financière du Titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le mémoire technique et la documentation technique du Titulaire dont seul l'exemplaire conservé par AgroParisTech fait foi ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Est réputée non écrite toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les clauses des autres pièces du marché. Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

## Article 5 : Durée du marché

### 5.1 Date de début d'exécution

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification.

### 5.2 Date de fin d'exécution

Le marché prend fin à compter de la réception de l'attestation de service fait par le titulaire en ce qui concerne la livraison, la mise en service et la formation.

La livraison, la mise en service et la formation devraient intervenir entre janvier et février 2025.

En ce qui concerne la garantie cette dernière a une durée correspondant à l'offre du titulaire.

## Article 6 : Domaine d'application

Cet investissement est destiné à la réalisation de travaux de recherche et de formation menés par le département SPAB (Sciences et Procédés des Aliments et Bioproduits) d'AgroParisTech et URD ABI.

Cet équipement permettra de répondre aux besoins séchage des extraits végétaux, qu'ils soient aqueux ou organiques, en permettant d'obtenir des poudres avec des tailles de particules bien définies. En plus de cette fonctionnalité, nous envisageons d'utiliser cet équipement pour réaliser l'encapsulation de composés bioactifs, une technique assistée par atomisation qui permettra de protéger et de stabiliser ces substances tout en facilitant leur libération contrôlée dans les applications finales.

## Article 7 : Description détaillée de l'équipement

### Rendement :

Le rendement minimum attendu est de **60%**. Cependant, une tolérance de +/- 5% est envisageable en fonction des conditions opérationnelles spécifiques. Le fournisseur est invité à préciser les performances réelles en tenant compte des contraintes éventuelles.

### Echantillons à traiter :

L'atomiseur doit pouvoir traiter des échantillons aqueux et organiques. Les types d'échantillons envisagés incluent des solvants organiques de type **éthanol, méthanol, acétates d'éthyle....** Le fournisseur devra garantir la compatibilité avec ces spécifications.

### Pulvérisation :

Les méthodes de pulvérisation acceptées sont : bi-fluidique, ultrasonique, ou équivalent. L'équipement doit permettre d'avoir des poudres avec des tailles de particules variables et contrôlables. Le fournisseur est invité à préciser la technologie employée et ses avantages comparatifs.

24CP16 : Fourniture, installation et la mise en service d'un mini-atomiseur et prestations associées  
Cahier des clauses particulières (CCP)

**Température de fonctionnement :**

La température de fonctionnement se situe entre 200 et 220°C. Une régulation précise est attendue avec une tolérance de **+/- 10 °C**. Le fournisseur devra décrire le système de contrôle thermique proposé et sa précision.

**Taille des particules :**

La taille des particules obtenues doit se situer entre 1 et 20 µm. Des variations selon la nature des échantillons sont possibles. Le fournisseur devra indiquer la capacité à maintenir une taille de particules régulière dans cette plage.

**Article 8 : Modalités de détermination des prix**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire dont les montants sont détaillés dans l'offre financière du candidat.

Le prix est ferme, non actualisable et non révisable. Aux prix hors taxe s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon le taux en vigueur au jour de la livraison.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 16. 4 du CCAG-FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il comprend également les frais de déplacement, d'hébergement et tous les autres frais des personnels du titulaire pour l'exécution des prestations.

**Article 9 : Clause de réexamen**

Indépendamment de tout acte modificatif qui serait rendu nécessaire en cas de difficulté d'exécution du marché, le présent marché comprend une clause de réexamen.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L2194-1 à 3 et R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible, pour les prestations et fournitures figurant au présent C.C.P l'ajout ou la suppression de prestations imprévues, strictement liées à l'objet du marché et qui nécessiteraient de passer par un opérateur économique assurant des prestations similaires.

**Article 10 : Prestations similaires**

L'acheteur pourra négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application et dans les conditions prévues aux articles R2122-4 et R2122-7 du code de la commande publique.

## **Article 11 : Lieu et délai de livraison**

### **11.1 Lieu de livraison**

Le lieu de livraison est réputé être le URD ABI, CEBB, 3 rue des Rouges Terres 51110, Pomacle, France

En tout état de cause l'adresse définitive de livraison sera mentionnée sur le bon de commande transmis au titulaire concomitamment à la notification du marché.

### **11.2 Délai de livraison**

Le délai de livraison part à compter de la date de réception par le titulaire de la notification du bon de commande y afférant.

Les délais de livraison, d'installation, de mise en service, de formation et de garantie doivent figurer clairement sur l'offre du titulaire.

En outre, le titulaire s'engage à livrer le mini-atomiseur entre janvier et février 2025 sur le site de destination défini à l'article 11.1 du présent CCP. La date précise et définitive de la livraison sera renseignée par AgroParisTech sur le bon de commande.

## **Article 12 : Formation**

Le titulaire devra indiquer la nature et l'étendue des formations liées à l'utilisation du dispositif :

- Formation pratique à l'utilisation du dispositif et à sa maintenance au moment de l'installation et/ou après un temps d'utilisation à préciser ;
- Support au développement de méthodes.

La formation des utilisateurs devra intervenir dans un délai maximum de deux (2) semaines à compter de l'installation de l'équipement.

## **Article 13 : Documentation**

Le titulaire fournira avec chaque matériel, au plus tard à sa livraison, et rédigés en français de préférence (ou à défaut en anglais), les manuels d'entretien et d'exploitation du matériel, les conditions de service après-vente et de maintenance du titulaire.

Plus spécifiquement, cette documentation devra préciser les protocoles de communication avec chacun des modules. Une liste des applications de ce matériel dans le domaine d'utilisation sera fournie. L'environnement et les conditions d'utilisation pour le bon fonctionnement des équipements devront être précisés.

## **Article 14 : Garantie, service après-vente et support technique**

La garantie proposée devra être d'au moins 2 ans comprenant main d'œuvre, pièces détachées et déplacement, sur l'ensemble des éléments de l'équipement à partir de la date du PV d'installation. La durée de la garantie et son contenu seront précisés.

24CP16 : Fourniture, installation et la mise en service d'un mini-atomiseur et prestations associées  
Cahier des clauses particulières (CCP)

Plusieurs options peuvent être présentées en fonction du type de matériel couvert, du contenu et des prestations.

Un service après-vente et un appui technique analytique devront intervenir dans les délais les plus courts possibles.

La proposition devra également contenir une offre de conditions tarifaires sur pièces avec le coût de main d'œuvre et de déplacement ainsi que ses délais.

## **Article 15 : Comportement du personnel du titulaire**

### **15.1 Identification du personnel**

Chaque membre du personnel du titulaire intervenant dans les locaux d'AgroParisTech doit être identifié en amont et il doit porter en permanence un badge donné par AgroParisTech.

### **15.2 Identification du personnel**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

### **15.3 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel**

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux d'AgroParisTech. Il est tenu de réparer ou indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

## **Article 16 : Considération environnementale**

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papiers. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts durablement (labels FSC, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés avec le pouvoir adjudicateur.

## **Article 17 : Modalités d'exécution financière**

### **17.1 Emission d'un bon de commande**

De manière concomitante à la notification du marché, AgroParisTech transmet au titulaire un bon de commande dont le montant correspond à l'offre acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur.



Le bon de commande comporte les données de facturation à utiliser par le titulaire telles qu'indiquées à l'article 11.2 du présent marché.

Le bon de commande doit obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- N° du marché
- N° du bon de commande
- La date et l'heure de livraison de la commande
- Le service destinataire et adresse de livraison
- Le prix (HT et TTC) déterminé dans les conditions de l'article 8 du présent CCP

Le bon de commande ne comportant pas ces renseignements ne doit pas être accepté par le titulaire.

## **17.2 Présentation des factures**

Conformément à la loi n° 2019 486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures, accompagnées d'un RIB ou RIP, doivent respecter les dispositions des articles 289-0 et 289 du Code Général des Impôts (CGI) et comporter, outre les mentions exigées par l'article 242 nonies A de l'annexe 2 du CGI, les références de la commande et du marché.

Dans l'entête de la demande de paiement, les informations à faire figurer sont :

- Le numéro SIRET d'AgroParisTech tel que figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande ;
- Le code service de l'entité à facturer figurant sur le bon de commande ;
- Le numéro du présent marché tel que communiqué par AgroParisTech et figurant sur le bon de commande.

Les factures doivent en outre comporter :

- La référence du présent marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation et le détail des prestations commandées ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;

24CP16 : Fourniture, installation et la mise en service d'un mini-atomiseur et prestations associées  
Cahier des clauses particulières (CCP)

### **17.3 Avance**

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, le marché ne prévoit pas d'avance.

### **17.4 Règlement des sommes dues**

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture et de l'établissement d'une attestation de service fait par AgroParisTech conformément aux articles L.2192-10 et L.2192-11, et R.2192-10 à R.2192-15 du code de la commande publique.

En cas de non-respect des délais mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur sera contraint de verser des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points, conformément aux articles L.2192-12 à L.2192-14, et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le titulaire est réglé directement par AgroParisTech en euros par virement au compte bancaire dont le relevé d'identité bancaire est joint à l'acte d'engagement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

### **Article 18 : Suivi administratif du marché**

Les parties s'engagent à se concerter dans un esprit de coopération pour fournir les informations réciproques nécessaires à la bonne exécution du service, à lever les éventuelles ambiguïtés et résoudre sans délai les difficultés qui se présenteraient.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG - FCS, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à AgroParisTech les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- A la forme de l'entreprise ;
- A la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A son identification bancaire ;
- A son capital social.

Il en va de même de toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Toute notification devant être adressée au terme du présent marché est considérée comme valablement adressée si elle est envoyée au représentant de l'une ou l'autre des parties par e-mail avec accusé de réception.

## **Article 19 : Assurances**

Le titulaire devra justifier, avant le début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'administration, par la présentation des polices ou attestations correspondantes.

Le titulaire s'engage à informer expressément AgroParisTech de toute modification de son contrat d'assurance.

## **Article 20 : Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables au présent marché sont les suivantes.

### **20.1 Retard dans la livraison**

En cas de retard dans la livraison, le titulaire subira une ou plusieurs pénalités selon les calculs suivants :

- 200 € HT par jour de retard

### **20.2 Retard d'installation**

En cas de retard dans l'installation, le titulaire subira une ou plusieurs pénalités selon les calculs suivants :

- 150 € HT par jour de retard

### **20.3 Retard dans la mise en place de la formation**

En cas de retard dans la mise en place de la formation, le titulaire subira une ou plusieurs pénalités selon les calculs suivants :

- 150 € HT par jour de retard

### **20.4 Non-conformité du mini atomiseur**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-conformité du mini-atomiseur livrée par le titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité s'élevant à 10 % du montant du marché.

### **20.5 Non-respect des normes de sécurités**

En cas du non-respect des normes de sécurités, le titulaire subira une ou plusieurs pénalités selon les calculs suivants :

- 200 € HT par jour de retard

## **20.6 Modalités d'application du montant des pénalités**

L'application des pénalités en cas d'inexécution du titulaire est une faculté de l'établissement. Les pénalités sont encourues après simple constatation écrite du manquement par la personne publique et sans mise en demeure préalable.

Les montants des différentes pénalités sont cumulables.

### **Article 21 : Confidentialité**

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution du présent marché devront être considérés comme strictement confidentiels.

Les personnels du Titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le Titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de cinq années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures techniques et humaines nécessaires à cette fin.

En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le Titulaire cesse toute exploitation active des fichiers d'AgroParisTech et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers d'AgroParisTech.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par les membres du groupement et des copies qui auraient pu être faites.

AgroParisTech s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le Titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données d'AgroParisTech.

AgroParisTech accepte que le Titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale d'AgroParisTech et à l'objet général du marché.

## **Article 22 : Circonstances exceptionnelles**

### **22.1 Forces majeures**

Est assimilé aux cas de force majeure tout fait et événement imprévisible, extérieur aux parties et irrésistible, c'est-à-dire, une situation dans laquelle le Titulaire et ou l'acheteur se trouvent dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution.

Lorsqu'elle est établie, la force majeure ne pourra donner lieu au paiement de dommages et intérêts et à l'application de pénalités.

### **22.2 Imprévisions**

Il est fait application de l'article L6-3° du Code de la commande publique. Lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité couvrant les surcoûts liés à l'exécution.

## **Article 23 : Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire**

En application de l'article 45 du CCAG FCS, AgroParisTech fera procéder par un tiers l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

## **Article 24 : Responsabilités et assurances**

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des membres du groupement et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

24CP16 : Fourniture, installation et la mise en service d'un mini-atomiseur et prestations associées  
Cahier des clauses particulières (CCP)

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'AgroParisTech et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et est maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvre notamment :

- Toute faute professionnelle du Titulaire ;
- Les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers ;
- Les actes de malveillance.

Sur demande d'AgroParisTech, le Titulaire et les sous-traitants agréés fournissent une attestation d'assurance dans le délai accordé justifiant qu'ils sont couverts pour les cas listés ci-dessus.

Tout défaut de production d'une telle attestation d'assurance est un motif de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

#### **Article 25 : Différends entre les parties**

Si AgroParisTech constate une mauvaise qualité des prestations ou le non-respect de certains engagements définis au contrat, il signale au titulaire les défaillances par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier à valeur de mise en demeure. Il fait à défaut, application de l'article 46 du CCAG-FCS.

#### **Article 26 : Résiliation**

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le Chapitre 7 du CCAG-FCS.

#### **Article 27 : Dérogation au CCAG-FCS**

Il est dérogé aux articles du CCAG - FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

<b>Article du CCAP</b>	<b>Article du CCAG - FCS</b>
<b>Article 4</b>	<b>Article 4.1</b>
<b>Article 18</b>	<b>Article 3.4.2</b>
<b>Article 20</b>	<b>Article 14.1</b>